



Alliance pour le Climat Luxembourg/ASTM
55, avenue de la liberté
L-1931 Luxembourg
Luxembourg
klima@astm.lu

Ambassade du Pérou
avenue de Tervueren 179
1150 Bruxelles
Belgique
info@embaperu.be

Luxembourg, le 24 juin 2009

Mesdames, Messieurs,

C'est avec tristesse que nous avons appris par la presse, mais aussi directement par nos partenaires péruviens que, des événements violents étaient survenus près de la ville de Bagua.

Nous avons été choqués par la violence avec laquelle la police et les militaires ont réprimé les manifestations de protestation pacifiques des groupes indigènes et de la population locale.

Nous déplorons totalement l'absence de dialogue et l'intervention armée qui ont eu comme conséquence qu'une manifestation non-violente se soit terminée en carnage.

Nous respectons l'indépendance du gouvernement et de la population au niveau national lorsqu'il s'agit de choisir un modèle de développement, qui selon eux représente au mieux les intérêts de toutes les couches de la population. Néanmoins, nous estimons que les procédures devraient prendre en compte l'ensemble de la population et respecter les lois démocratiques lors de leur mise en place. Nous regrettons que les peuples indigènes de la forêt vierge ne puissent quasiment pas profiter de la richesse provenant de l'exploitation des ressources naturelles de leurs territoires, comme p.ex. le pétrole, le bois et les minerais.

Le Pérou a signé la convention de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) 169 en 1994 et s'est aussi engagé à mettre en place le forum permanent des peuples indigènes au sein de l'ONU. C'est à nos yeux d'une importance capitale et constitue un pas important vers l'unité nationale. Par cet acte, l'Etat s'est engagé à garantir l'intégrité sociale et culturelle des peuples indigènes et à les consulter lors des décisions qui les concernent directement.

Nous estimons donc que, en réprimant avec violence des manifestations pacifiques, le gouvernement péruvien a réagi de façon totalement incohérente avec les engagements pris en signant la convention de l'OIT.

Nous vous prions d'intervenir auprès du gouvernement péruvien pour:

- que les attaques violentes envers la population, surtout la population indigène, cessent
- que les dirigeants indigènes ne soient plus persécutés
- que la procédure de dialogue autour des revendications de la population concernant le traité de libre commerce et les projets de lois qui y sont liés se poursuive
- que les engagements internationaux du gouvernement péruvien concernant les droits des indigènes soient respectés
- que les revendications de la Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme de l'Organisations des Etats Américains (OEA) pour une enquête juridique des événements de Bagua soient respectés.

Nous approuvons les mesures de désescalade prises récemment par le gouvernement péruvien et espérons une fin rapide du conflit.

Dietmar Mirkes

Coordination Nord-Sud de l'Alliance pour le Climat du Luxembourg

L'Alliance pour le Climat, avec plus de 1400 communes membres et près de 50 millions de citoyens et citoyennes européen(ne)s de 17 pays, représente le réseau de villes européen le plus important concernant les thèmes de la protection du climat et des forêts vierges et ses habitants.

Au Luxembourg, 35 communes représentant plus des 2/3 de la population nationale sont membres de l'Alliance pour le climat. Les villes et communes s'engagent à travers une politique climatique active à réduire les émissions de CO2 au niveau local. Parallèlement, ils contribuent à la protection des forêts tropicales en entretenant un partenariat avec les peuples indigènes de l'Amazonie et en refusant l'achat de bois provenant de l'exploitation abusive et sauvage de la forêt.

En Amazonie, les partenaires indigènes dans le réseau sont représentés par la confédération des organisations indigènes de l'Amazonie (COICA).